



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA REGION ALSACE CHAMPAGNE ARDENNE LORRAINE  
PREFET DU BAS-RHIN

Préfecture du Bas-Rhin  
Secrétariat Général  
DRH – Bureau des Personnels

## **ARRÊTÉ**

**portant organisation des services de**

**la préfecture de la région Alsace Champagne Ardenne Lorraine, préfecture du Bas-Rhin**

**Le Préfet de zone de défense Est  
Préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne Lorraine  
Préfet du Bas-Rhin**

**VU** la loi n°72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;  
**VU** la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;  
**VU** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1<sup>er</sup> ;  
**VU** le décret n°60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, notamment son annexe I dans sa rédaction résultant du décret n°2015-969 du 31 juillet 2015 ;  
**VU** le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;  
**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 26 ;  
**VU** le décret n°2009-587 du 25 mai 2009 relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales ;  
**VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;  
**VU** le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur M. Stéphane FRATACCI préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin (hors classe) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2009 modifié, portant organigramme de la préfecture du Bas-Rhin  
**VU** l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 portant organigramme de la préfecture de région Alsace ;

VU l'avis favorable des comités techniques des préfectures du Bas-Rhin, de la Marne et de la Moselle réunis conjointement le 7 décembre 2015 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La préfecture de région Alsace Champagne Ardenne Lorraine, préfecture du Bas-Rhin, comprend le Cabinet, le secrétariat général, le secrétariat général aux affaires régionales et européennes, les sous-préfectures de Haguenau-Wissembourg, Molsheim, Saverne, et Sélestat-Erstein, et des services directement rattachés au Préfet de région.

### Article 2 : Le Cabinet

Le cabinet exerce une fonction d'état-major du Préfet dans les domaines de la sécurité, de la gestion de crises et de la communication. Il gère l'événement. Le directeur de cabinet assiste le préfet pour animer et coordonner l'action des services chargés d'assurer l'ordre public et la protection des personnes et des biens : police nationale, gendarmerie nationale et services de secours. Il traite les affaires réservées et est le correspondant des cultes. Il assure également le suivi des politiques de prévention de la délinquance.

Le Cabinet est organisé en trois bureaux :

- **bureau du Cabinet**

Le bureau du Cabinet est chargé des missions de sécurité publique et de prévention de la délinquance sur l'ensemble du département ainsi que de la mise en œuvre des polices administratives relatives à la sécurité. Il instruit l'attribution des distinctions honorifiques et assure l'organisation des déplacements officiels.

- **pôle de la communication interministérielle**

Le pôle de la communication interministérielle assure la communication du préfet, des membres du corps préfectoral et des services de l'Etat dans le département et la région. Il entretient les relations avec la presse. Il assure également la communication en gestion de crise. Il gère des sites internet départementaux et régionaux de l'Etat ainsi que les publications sur les réseaux sociaux.

- **service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (SIRACEDPC)**

Le SIRACEDPC gère les crises de toutes natures impliquant la mise en œuvre coordonnée de moyens d'intervention et de secours aux populations. Il assure l'information préventive sur les risques dans les domaines de la sécurité civile et de la défense civile et économique. Il élabore et maintient en ordre opérationnel les différents plans d'intervention.

### Article 3 : Le Secrétariat Général

Le secrétaire général est chargé de l'administration des services de la préfecture. Il assiste le préfet pour le management des services de l'Etat dans le département ainsi que pour la conduite et le suivi des politiques publiques mises en œuvre. Il anime le dialogue social avec les représentants du personnel de la préfecture. Il gère les ressources humaines et le budget de fonctionnement et moyens, immobiliers et informatiques de la préfecture. Il contribue également à la gestion et au suivi des fonctions support des directions départementales interministérielles.

Le Secrétaire général est en outre chargé des fonctions de Sous-préfet de l'arrondissement de Strasbourg. Le Secrétaire général adjoint exerce, sous l'autorité du Préfet, les fonctions de sous-préfet chargé de la politique de la ville. Il seconde et supplée le Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions.

Le secrétariat général est composé de cinq directions : la direction de l'administration générale, la direction des collectivités locales, la direction de l'immigration, la direction des ressources humaines et la direction des affaires financières et des moyens ;

En outre, quatre services sont rattachés directement au secrétaire général

- **pôle pilotage et stratégie**

Sous l'autorité du Secrétaire général, responsable du budget opérationnel du programme 307, le pôle pilotage et stratégie met en œuvre aux niveaux départemental (UO 67) et régional les orientations stratégiques du BOP 307« Administration Territoriale » : élaboration du plan de charge et du budget de fonctionnement, programmation immobilière, pilotage de la masse salariale et des effectifs, conduite, suivi et pérennisation des démarches de performance, de qualité et d'amélioration des processus métiers.

- **pôle coordination et modernisation**

Le pôle coordination et modernisation est chargé des fonctions suivantes : appui au pilotage des directions départementales interministérielles et unités territoriales, appui au rôle de syndic de la cité administrative, suivi des instances de coordination départementales et régionales (collège des chefs de services, CAIR, dossiers transversaux...), synthèse du rapport d'activité des services de l'Etat dans le département, suivi du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

- **pôle juridique et contentieux ;**

Le pôle juridique et contentieux assure la défense écrite et orale des décisions des services de l'Etat déferées devant les juridictions administratives. Il prépare les déférés préfectoraux et veille à la sécurité juridique des actes produits. Il remplit une mission d'appui aux services de la Préfecture, des sous-préfectures, du SGARE et des services déconcentrés (DDI, DR) par la production d'analyses juridiques et diffuse une veille juridique. Il anime le réseau interministériel des correspondants juridiques. Il est le référent de la Commission d'accès aux documents administratifs ainsi que du défenseur des droits.

- **service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (SIDSIC) ;**

Le SIDSIC du Bas-Rhin est chargé du maintien en condition opérationnelle des liaisons gouvernementales et des systèmes d'information de la préfecture et des directions départementales interministérielles du Bas-Rhin.

Il est organisé en 3 pôles :

- pôle support et projets métiers, assurant l'installation et la maintenance des postes de travail, des applications nationales et des terminaux INPT Police
- pôle infrastructure, garantissant l'évolution et le bon fonctionnement des systèmes (serveurs) et des réseaux
- pôle gestion, assurant le suivi des budgets alloués, des marchés SIC et le management du standard mutualisé des préfectures du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Il assure également la fonction de Responsable de la sécurité des systèmes d'information départemental (RSSI).

### **Article 3-1 : La direction de l'administration générale**

La direction de l'administration générale est chargée de l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de titres d'identité et de voyage, certificats d'immatriculation, et permis de conduire ainsi que de la mise en œuvre des polices administratives. Elle comprend les quatre bureaux suivants .

- **bureau des usagers de la route**

Le bureau des usagers de la route assure l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux permis de conduire national et international : délivrance des permis de conduire, gestion du permis à points, instruction des restrictions des droits à conduire, contrôle médical de l'aptitude à la conduite et immobilisation des véhicules, après infraction au code de la route.

Il est également chargé de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'immatriculation des véhicules terrestres à moteur, notamment, immatriculation et gestion de la situation administrative des véhicules, instruction des déclarations d'achat et certificats de cession de véhicules.

- **bureau des titres d'identité**

Le bureau des titres d'identité assure l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux titres d'identité et de voyage, notamment, instruction des demandes de cartes nationales d'identité et des passeports des ressortissants français, instruction des demandes d'opposition à sortie du territoire français.

- **bureau de la réglementation**

Le bureau de la réglementation est chargé de l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité publique, de police administrative ainsi que dans les domaines économiques. Ses missions intègrent la mise en œuvre des dispositions du droit local d'Alsace-Moselle. Elles sont exercées au sein de trois pôles :

- pôle « sécurité » : instruit les procédures relevant de questions de sécurité, notamment celles liées à la détention d'armes, aux artifices, à l'accès aux zones réservées des aéroports, aux travaux et manifestations aériennes, aux manifestations sur la voie publique, aux manifestations sportives.

- pôle « réglementation économique et associations » : assure notamment le secrétariat des commissions départementales d'aménagement commercial, l'instruction de procédures liées à la réglementation du tourisme, des casinos et hippodromes, le contrôle des associations et fondations reconnues de mission d'utilité publique, l'agrément et le contrôle des fonds de dotations. Il assure la surveillance des corporations d'artisans de droit local.

- pôle « professions réglementées » : instruit les demandes d'autorisation ou d'agréments de professions réglementées, notamment des exploitants de débits de boissons, d'établissements d'enseignement de la conduite automobile, de conducteurs de taxis, de véhicules de transport avec chauffeurs, de centres de contrôle et contrôleurs techniques automobiles. Il assure le contrôle de ces établissements en lien avec les autres services de l'État et conduit les procédures de sanctions et polices administratives corrélatives.

- **régie de recettes de la Préfecture du Bas-Rhin**

La régie de recettes assure l'encaissement des recettes, taxes et droits de timbre ainsi que la délivrance des timbres fiscaux.

### **Article 3-2 : La direction des collectivités locales**

La direction des collectivités locales (DCL) comporte quatre bureaux :

- **bureau du contrôle de légalité ;**

Le bureau du contrôle de légalité assure l'organisation et le suivi de la coopération intercommunale, procède au contrôle des actes des collectivités notamment dans les domaines du fonctionnement des structures, des marchés publics et délégations de services publics et de la fonction publique territoriale ; il est chargé de l'organisation de la transmission par voie électronique des actes assujettis au contrôle de légalité.

- **bureau des finances locales et du contrôle budgétaire**

Le bureau des finances locales et du contrôle budgétaire est chargé du versement des dotations de l'Etat (DGF, FCTVA...) aux collectivités locales et à leurs groupements, ainsi que du contrôle des comptes, budgets et tous actes à caractère financier pris par les collectivités locales ; il instruit les demandes d'autorisation d'ouverture des établissements d'enseignement privé hors contrat et les autorisations d'enseigner, les acquisitions et cessions immobilières des congrégations religieuses et des établissements publics du culte, les libéralités en faveur des congrégations et des établissements publics du culte.

- **bureau de l'environnement et des procédures publiques**

Le bureau de l'environnement et des procédures publiques diligente les procédures relevant du code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement, carrières et gravières, loi sur l'eau...) et du code de l'expropriation ; il assure le suivi et le contrôle de l'élaboration des documents d'urbanisme et des schémas de cohérence territoriale par les collectivités. Il effectue le contrôle de légalité des autorisations d'occupation du sol délivrées par les maires.

- **bureau des élections et des expulsions locatives**

Le bureau des élections et des expulsions locatives est chargé de l'organisation des élections politiques, professionnelles et consulaires et de leur règlement financier. Il instruit les demandes de concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion locative et assure, l'indemnisation amiable des propriétaires en cas de refus d'octroi du concours de la force publique, en lien avec le pôle juridique et contentieux.

### **Article 3-3 : La direction de l'immigration**

La Direction de l'Immigration (DIM) est chargée de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des étrangers et à l'acquisition de la nationalité française. Elle comporte les bureaux suivants :

- **bureau des titres de séjour**

Le bureau des titres de séjour assure l'instruction des demandes de titres de séjour et gère les procédures qui en découlent (délivrance, refus d'admission au séjour, OQTF). Il instruit également les demandes de regroupement familial en liaison avec l'OFII.

- **bureau de l'asile et de l'éloignement**

Le bureau de l'asile et de l'éloignement est chargé de l'accueil des demandeurs d'asile et gère les procédures qui en découlent : admission au séjour, refus d'admission au séjour, procédures « Dublin ». Il assure le suivi administratif et financier des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) ainsi que l'instruction et la mise en œuvre de procédures d'éloignement.

- **plate-forme régionale de naturalisation**

La plate-forme régionale de naturalisation assure l'instruction des déclarations de nationalité à raison du mariage, des dossiers de demandes de naturalisation par décret et de réintégration dans la nationalité française.

### **Article 3-4 : La direction des ressources humaines**

La direction des ressources humaines (DRH) est chargée de la gestion administrative et statutaire des personnels, de la formation, du recrutement. Elle a en charge l'action sociale pour les personnels relevant du ministère de l'Intérieur. La direction des ressources humaines comporte les bureaux et services suivants :



- **bureau des personnels**

Au niveau départemental, le bureau des personnels prépare les actes de gestion de proximité et veille au respect du règlement intérieur. Il organise les réunions de concertation sociale : comité technique et CHSCT.

Au niveau régional, il assure pour les différents périmètres administratifs du ministère de l'Intérieur (préfecture, police, gendarmerie et Tribunal administratif) l'organisation des commissions administratives paritaires (CAP) d'avancement, de mobilité et de réduction d'ancienneté, ainsi que la préparation et le suivi des CAP nationales de mutation et de détachement pour les 10 UO. Il contribue à l'organisation du dialogue social régional (réunions conjointes des CT de proximité ...).

- **délégation régionale au recrutement pour les 10 UO de la région**
- **pilotage stratégique de la politique de formation régionale élaborée et mise en œuvre par la délégation dédiée, en résidence administrative à la préfecture de Moselle et contribution interdépartementale (préfectures du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) au plan de formation régional**
- **service départemental d'action sociale**
- **conseillère interdépartementale (Haut-Rhin et Bas-Rhin) de prévention**

**Article 3-5 : La direction des affaires financières et des moyens**

La direction des affaires financières et des moyens (DAFM) est constituée de trois bureaux :

- **Bureau des Affaires Immobilières et des Moyens Généraux**

Le bureau des affaires immobilières et des moyens généraux assure la mise en œuvre des politiques immobilières des services de l'État dans le département en lien avec le Responsable de la Politique Immobilière de l'État dans le département.

Il élabore, actualise et assure le suivi de la partie départementale du Schéma Directeur Immobilier Régional.

Il gère le patrimoine immobilier propre de la préfecture et des sous-préfectures. Il assure la programmation et la conduite d'opération pour l'immobilier du Culte catholique – spécificité de droit local – (palais épiscopal et grand séminaire)

Il programme et suit la réalisation des travaux pour les bâtiments de la cité administrative, en liaison avec la direction régionale des finances publiques, gestionnaire de la cité et de la direction départementale des territoires, conducteur d'opération.

Il gère les moyens généraux de la préfecture et des sous-préfectures.

Il suit l'inventaire des biens de la préfecture du Bas-Rhin et gère les approvisionnements en liaison avec le Centre des services partagés régional (CSPR).

- **Bureau des Interventions Financières**

Le bureau des interventions financières constitue le guichet unique de traitement des subventions de l'État. Il est chargé de la programmation, de l'instruction financière et juridique des subventions et de leur mise en paiement (contrôle des factures et du « service fait ») pour l'UO 67.

Il assure également pour le SGARE la prestation de service en matière juridique et de gestion de toutes les subventions des BOP du périmètre SGARE. Il assure le contrôle et la mise en paiement des factures.

- **Centre des Services Partagés Interdépartemental**

Le CSPID assure la mission d'exécution de la dépense de l'ensemble des BOP gérés par le CSPID sur CHORUS pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, en lien avec le SFACT.

Il assure les immobilisations comptables dans CHORUS et réalise l'inventaire des biens de la préfecture du Bas-Rhin et les approvisionnements en liaison avec le bureau des affaires immobilières et des moyens généraux.

#### **Article 4 : Les Sous-préfectures**

Les sous-préfectures de Haguenau-Wissembourg, Molsheim, Saverne et Sélestat-Erstein sont les échelons avancés de l'administration de l'Etat dans le département pour la mise en œuvre des politiques publiques. Elles sont les interlocuteurs quotidiens des élus dans la mission de conseil aux collectivités territoriales et assument un rôle de proximité dans les services aux citoyens, notamment dans les domaines de la sécurité et des polices administratives.

Les sous-préfets coordonnent l'action des services de l'Etat dans leur arrondissement dans les domaines de l'économie, de l'emploi et portent les politiques contribuant au développement de leurs territoires respectifs. Ils peuvent être chargés de missions à portée départementale.

#### **Article 5 : Le Secrétariat général aux affaires régionales et européennes**

Le Secrétariat général aux affaires régionales et européennes de la région Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine, a son siège à Strasbourg. A titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, des agents de la plate-forme régionale des ressources humaines et de la formation, de la mission fonds européens et du Service de la coopération internationale et transfrontalière resteront en résidence administrative à Châlons-en-Champagne et à Metz.

Le secrétaire général aux affaires régionales et européennes assiste le préfet de région dans l'exercice de sa mission de garant de la cohérence de l'action des services de l'Etat dans la région, notamment par le pilotage et la coordination des directions régionales et interrégionales. Il associe les opérateurs de l'Etat. Il organise des rencontres régulières sur les sujets communs avec la DRFIP, l'ARS, le Rectorat de région académique et les Rectorats d'académie.

Il suit les principaux dossiers de la région et coordonne l'action des services régionaux et celle des services départementaux, en lien avec les directeurs régionaux et les directeurs des opérateurs de l'Etat, d'une part, et les préfets de département, d'autre part.

Il exerce également une responsabilité de gestion et de modernisation des moyens de l'Etat et d'animation sur les questions de ressources humaines ainsi que de coordination interministérielle des politiques de déconcentration, de modernisation et de mutualisation des moyens.

Il est secondé par deux adjoints en charge respectivement de la modernisation et des moyens et des politiques publiques.

Conformément à l'organisation cible, le Secrétariat général aux affaires régionales et européennes de la région Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine est composé de deux pôles et trois délégations.

- **Pôle « modernisation et moyens »**

Le pôle « moyens et modernisation » coordonne la mise en œuvre interministérielle de la charte de déconcentration et des actions de modernisation. Il impulse la mutualisation en réseau des moyens de fonctionnement des services déconcentrés (notamment achats, immobilier, ressources humaines) et prépare la stratégie immobilière de l'Etat. Il assiste le préfet de région dans sa fonction de responsable des budgets opérationnels de programme en gestion directe ou déléguée et pilote les fonctions administratives et budgétaires, y compris celles mutualisées avec la Préfecture de département chef-lieu.

Il comprend une direction et trois plates-formes :

#### **– Direction administrative et financière en charge de la coordination**

La Direction administrative et financière en charge de la coordination est composée de trois bureaux :

**Bureau de la coordination** : il est chargé de la préparation de l'ensemble des dossiers du préfet de région, du SGARE et de ses adjoints, en lien avec les chargés de mission, les directions régionales, les services des préfectures de département ainsi que les partenaires extérieurs. Il s'assure de la cohérence et de la complémentarité des éléments de dossier dans une logique transversale et interministérielle. Il est le correspondant du service de la communication de la préfecture du département du Bas-Rhin.

**Bureau des affaires administratives et de la réforme de l'État** : il assure un suivi juridique et administratif des réformes et instructions gouvernementales, des actes mis à la signature du préfet de région, de la décentralisation, de la déconcentration, des organismes consulaires et commissions régionales. Il suit le budget du SGARE et ses effectifs.

**Bureau du pilotage de la LOLF et des affaires financières** : responsable de la coordination financière, il assure le pilotage de la performance budgétaire ainsi que l'exécution et le suivi des BOP placés sous l'autorité directe du préfet de région. Il prend en charge le suivi budgétaire des BOP régionaux en lien avec les RBOP délégués.

– **Plate-forme régionale des ressources humaines et de la formation** : elle est chargée de la coordination des actions RH et de formation interministérielle sur le territoire régional. Elle développe la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences interministérielles et appuie les services pour l'amélioration des conditions de travail, de leur organisation et de leur environnement. Elle anime l'action sociale interministérielle. Elle est le correspondant de la DGAFP en région.

– **Plate-forme régionale de la stratégie immobilière et des moyens mutualisés** : elle anime le schéma régional de l'immobilier, organise le recensement des locaux de l'État propriétaire et veille à leur entretien. Le service programme les travaux et affecte les financements en lien avec les RPROG. Il gère les moyens de fonctionnement des DDI, prend en charge leurs loyers et ceux des DR tout en assurant la prise en charge des dépenses d'entretien locatif.

– **Plate-forme régionale Achat** : elle pilote la politique Achat, passe et suit les marchés publics mutualisés et participe à la stratégie immobilière, de l'identification des améliorations souhaitables du bâti à la réalisation de l'ingénierie d'achat. Elle anime le réseau des acheteurs régionaux par l'apport de son expertise. Elle est le correspondant de la Direction des achats de l'État en région.

#### • **Pôle « politiques publiques »**

Le pôle « politiques publiques » anime le dialogue inter institutionnel avec les collectivités territoriales et veille à l'équilibre entre les territoires au sein de la région. Il pilote le contrat de plan État-Région et coordonne la mise en œuvre des mesures territorialisées des comités interministériels. Il est le correspondant régional du commissariat aux investissements et assure le pilotage du programme des investissements d'avenir. Il assure notamment la mise en œuvre du Pacte Lorraine, des plans Campus, du contrat triennal « Strasbourg, capitale européenne » et des contrats de revitalisation des sites de défense. Il anime les politiques publiques et les projets de nature interministérielle ou territoriale et coordonne les politiques publiques transfrontalières.

Il se compose de trois services ainsi que de missions thématiques :

– **Service aménagement du territoire, contractualisation et enseignement supérieur** : il assure la préparation et le suivi des dossiers afférents aux programmes d'investissements d'avenir et aux politiques contractuelles conduites en région par l'État. Il assure la coordination des travaux avec les partenaires et est le correspondant régional du CGET pour les contractualisations.

– **Service de la coopération internationale et transfrontalière** : il conseille le préfet de région dans le domaine des politiques publiques mises en œuvre par le ministère des affaires étrangères et du développement international. Il assure la représentation du préfet de région dans les instances inter gouvernementales (CIG) et les instances transfrontalières multi-pays. Il assure la coordination et le suivi des relations transfrontalières de la région.

– **Service régional études, évaluations, prospectives** : il est en charge de la réalisation d'études stratégiques, de l'évaluation des politiques publiques de l'État et des collectivités locales ainsi que de l'animation d'un réseau régional.



– **Mission fonds européens** : elle coordonne les politiques européennes et nationales à l'échelle de la région. Elle pilote les fonds européens gérés par les services de l'État, en lien avec les services déconcentrés concernés et suit la mise en œuvre de l'ensemble des fonds européens intervenant sur le périmètre régional, en coordination avec le Conseil régional. La mission joue un rôle de relais entre les services de l'État et le Conseil régional autorité de gestion, en liaison avec les agents chargés de la clôture de la programmation 2007-2013 en résidence administrative à Metz et Châlons-en-Champagne.

– **Missions thématiques** : elles sont constituées en tant que de besoin et participent à l'élaboration et au pilotage des politiques publiques. Elles animent les politiques publiques et les réseaux d'acteurs sur le territoire régional dans une démarche interministérielle et conseillent le préfet de région et le SGARE dans leurs domaines de compétence.

En outre, sont rattachés au Secrétaire général aux affaires régionales et européennes les délégations suivantes :

– **Délégation régionale à la recherche et à la technologie (DRRT)** : elle veille à la cohérence des initiatives prises en région dans le cadre des politiques publiques de nature réglementaire, contractuelle et transfrontalière, dans ses domaines de compétence, à savoir la recherche, l'innovation et le transfert de technologie, la culture scientifique, technique et industrielle.

– **Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE)** : elle met en place, au niveau régional, les politiques publiques en faveur des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle met en place les plans régionaux, coordonne les acteurs sur le terrain et actionne les leviers de communication.

– **Délégués interrégionaux aux restructurations de défense** : ils accompagnent les mesures de réorganisation, de mutualisation, de fermeture d'implantations militaires et des transferts d'unités.

#### Article 6 :

Pour l'exercice de leurs missions les **commissaires au redressement productif** sont directement rattachés au préfet de région.

Il en va de même pour le **commissariat à l'aménagement du Massif des Vosges**, dont le siège est fixé à Épinal.


Article 7 : Les arrêtés préfectoraux des 19 juin et 15 juillet 2009 modifiés portant organigramme de la préfecture du Bas-Rhin et de la préfecture de région Alsace sont abrogés.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le secrétaire général aux affaires régionales et européennes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Alsace Champagne Ardenne Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le

**1 JAN. 2016**

Le Préfet,

  
Stéphane FRATACCI